

MARC HECKER

Chargé de recherches à l'IFRI

L'arc de crise qui s'étend du Pakistan à l'Irak présente une continuité géographique. Il est en revanche très hétérogène du point de vue ethnique, culturel, religieux et politique. Il existe des liens internationaux et transnationaux entre les quatre pays inclus dans cet arc de crise. Il serait toutefois présomptueux de considérer cette zone comme une entité susceptible de faire l'objet d'un « règlement global ».

L'Irak, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan ont plusieurs points communs : ils sont confrontés à des défis similaires à l'instar de la fragilité de l'identité nationale face aux disparités tribales et religieuses ; à l'exception de l'Iran, leurs institutions politiques et sociales sont relativement faibles ; la corruption y est très répandue ; ils doivent faire face à des problèmes économiques importants et à des disparités sociales flagrantes. En outre, ils ont tous été touchés, à des degrés divers, par les interventions américaines en Afghanistan et en Irak.

La situation stratégique de ces quatre pays varie fortement. Deux d'entre eux – l'Afghanistan et l'Irak – sont confrontés à une véritable insurrection. La situation tend à s'améliorer en Irak depuis le déclenchement du « surge » mais elle demeure extrêmement fragile. En Afghanistan, la tendance inverse peut être observée puisque les attaques des talibans ont significativement augmenté depuis 2005. Le Pakistan est la cible de plus en plus fréquente d'attaques terroristes et certains affirment, à l'instar de Bruce Hoffman, que les zones tribales situées à la frontière pakistano-afghane constituent le nouveau sanctuaire d'*Al Qaïda*. Le Pakistan pourrait sombrer dans la guerre civile, ce qui serait particulièrement alarmant compte tenu du fait que ce pays possède l'arme nucléaire. L'Iran est pour le moment relativement stable mais les velléités d'acquisition de la technologie nucléaire du présent gouvernement sont considérées comme une menace sérieuse par les Etats-Unis et Israël.

Une crise est, par définition, un moment où l'équilibre des forces tend à évoluer. L'arc de crise qui s'étend de l'Irak au Pakistan est effectivement une zone où certaines puissances régionales et internationales cherchent à gagner de l'influence. Les luttes géopolitiques dans cette zone ne sont pas tant des conflits de frontières où la force militaire pourrait avoir un rôle décisif à jouer. Ce sont des luttes d'influence comme celles qui se jouent par exemple entre les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite et l'Iran en Irak. Ce qui est en jeu, ce sont les *frontiers of domination*.

Que faire pour résoudre ou au moins contenir les crises qui frappent cette zone ? Quatre priorités et un principe d'action peuvent être mis en avant :

- Comprendre le potentiel déstabilisateur des oppositions religieuses dans toute la région. La fracture entre sunnites et chiites qui a fait tant de victimes en Irak pourrait bien s'étendre à d'autres pays. Au Nord du Pakistan, par exemple, des chiites ont été récemment attaqués par des sunnites. En Irak, les sunnites doivent comprendre qu'un retour au passé n'est pas possible. Dans ce pays, les chiites sont plus nombreux que les sunnites et les populations non-arabes – Kurdes, Turkmènes et Assyriens – représentent plus du quart de la population totale.

- Essayer de trouver des solutions internationales au sujet du combustible nucléaire. Les pays signataires du TNP devraient se voir fournir en combustible nucléaire à des fins civiles s'ils peuvent offrir toutes les garanties qu'ils ne s'engageront pas dans un programme nucléaire militaire. Plusieurs options sont envisageables : une banque internationale de combustible, un consortium international, des centres d'enrichissement placés sous le contrôle de l'AIEA, etc. Il est urgent d'étudier plus précisément la faisabilité de chaque option afin de pouvoir trouver une solution au dossier du nucléaire iranien.

- Il est grand temps d'établir une structure de sécurité régionale dans le Golfe persique. Le modèle pour une telle structure ne peut pas être l'OSCE. Cela ressemblerait davantage au pacte de stabilité des Balkans. Cette organisation aux structures réduites traiterait de sujets comme les mesures de confiance, la sécurité maritime, le trafic d'armes et de drogue, le commerce, l'environnement, etc. La conférence des voisins de l'Irak (qui regroupe l'Irak, ses voisins

directs, l’Egypte, le Bahreïn, les membres permanents du conseil de sécurité de l’ONU et les pays du G8) pourrait fournir une bonne base pour construire cette structure.

- La stabilisation de l’Afghanistan est essentielle. Les objectifs occidentaux ne doivent toutefois pas être trop élevés. L’Afghanistan ne peut pas devenir une paisible démocratie en quelques années. La stabilisation n’est que la première étape et prendra déjà plusieurs années. Stabiliser l’Afghanistan est crucial pour le futur du Pakistan et de l’Asie centrale. La solution ne peut pas être uniquement militaire. David Galula – un officier français pendant la guerre d’Algérie – disait que la contre-insurrection est à 20% militaire et à 80% politique.

- Pour conclure, un principe d’action peut être mis en avant : l’arc de crise de l’Irak à l’Afghanistan ne peut pas être stabilisé sans l’implication des puissances régionales. L’évolution de l’Irak dépend en partie de l’attitude de l’Iran. La même chose vaut pour le Pakistan eu égard à l’évolution de la situation en Afghanistan. De plus, des pays comme la Turquie, l’Arabie saoudite et même de plus petites entités comme le Qatar peuvent jouer un rôle important. Les pays occidentaux doivent éviter deux attitudes extrêmes : un désengagement complet et un péché d’orgueil. En d’autres termes, ils doivent comprendre qu’ils ne peuvent pas résoudre tous les problèmes de la zone même s’ils ont contribué à les créer. La solution réside dans une approche intégrée incluant les populations locales, les acteurs régionaux et les institutions internationales.